

Pas de soins, faute de moyens

► **PROBLÈMES FINANCIERS** Toujours plus de Suisses renoncent à se faire soigner pour des raisons financières. C'est du moins ce qu'indique un rapport publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en novembre dernier. Qu'en est-il dans le Jura? Éclairage.

Malgré notre système de soins de qualité, la population n'est pas équitable face à la santé. Le dernier panorama 2017 de l'OCDE révèle d'ailleurs qu'une personne sur cinq ne consulte pas un médecin à cause de problèmes financiers. Un constat alarmant auquel font face des organismes à l'instar de Caritas Jura offrant des consultations sociales.

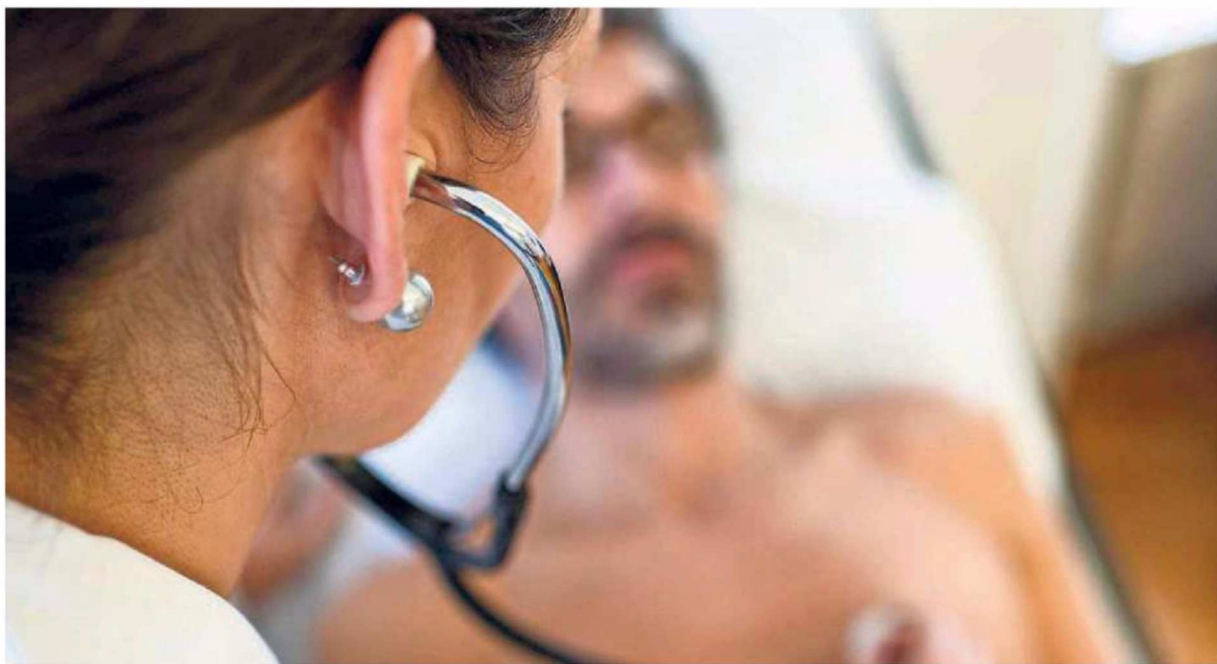
«On reçoit des personnes qui ont des problèmes de dettes. La majorité des aides financières que nous accordons ont un lien avec des problèmes de la santé. Il peut s'agir d'aides pour payer des primes d'assurance maladie, régler des factures ouvertes ou encore d'autres formes de participations. Nous réalisons un bilan personnalisé avec chacun et recherchons des fonds privés pour les sortir de certaines situations», explique Estelle Kamber, responsable du département de consultation et de soutien à Caritas Jura. «Il y a ceux qui ne se soignent pas par peur de ne pas pouvoir payer, d'autres se retrouvent avec des factures ouvertes qu'ils ne peuvent tout simplement plus prendre en charge», ajoute Maïka Renaud, conseillère en gestion de dettes chez Caritas Jura.

Les soins dentaires, les plus récurrents

Avec une permanence le jeudi matin sans rendez-vous, les professionnels reçoivent chaque semaine de nouveaux cas et de nouvelles demandes. «Nous regardons d'abord si les besoins vitaux sont couverts», détaille Estelle Kamber. Accès aux soins, nourriture, chauffage, électricité, vêtements... Le bilan est complet. «On établit un budget, on réalise des demandes d'aides financières. L'objectif est d'aider à reprendre le cours des choses», poursuit-elle. «Il y a une différence entre une aide financière qui soulagera la personne pour une ou deux factures difficiles à payer ou un désendettement général. Le but est qu'ils puissent tout de même se soigner, faire les traitements nécessaires, sans pour autant s'endetter», ajoute sa collègue.

Les soins dentaires représentent l'un des domaines les plus récurrents. «Souvent, des gens arrivent avec des maux de dents épouvantables qu'ils ne peuvent pas soigner. Notre rôle est de les réorienter. Les urgences à l'hôpital, tout le monde y a droit. Quant aux frais de dentiste, ils nécessitent une assurance complémentaire pour être remboursés», souligne Maïka Renaud.

C'est d'ailleurs ce qui est arrivé à Josiane*, 52 ans. Ne pouvant pas soigner ses dents pour des raisons fi-



Selon les derniers chiffres de l'OCDE, de plus en plus de Suisses hésitent à se faire soigner pour des raisons financières.

PHOTOS KEY

nançières, elle a fait appel à Caritas. «J'ai dû me faire arracher des dents, et celles qui restaient se déchaussaient. Il aurait fallu faire un traitement de fonds, mais je n'avais pas d'argent et j'avais peur. J'ai donc attendu que mes dents se dégèrent, que tout soit infecté et que je sois sous antibiotiques pour réagir, témoigne cette mère de famille. Cela faisait des mois que j'avais mal mais quand on est dans ce genre de situation, on espère presque que ça passe tout seul. On est vite dans la précarité et on ne sait pas comment faire», avoue avec émotion la Jurassienne qui porte désormais un appareil dentaire sur la mâchoire du haut.

Marc* a également fait appel à Caritas pour des problèmes financiers liés à la santé. «Je suis dans une situation extrême. Je n'arrive simplement plus à m'en sortir. Depuis 2011, je n'arrive plus à payer mes soins qui ne sont pas couverts par l'assurance de base comme les yeux par exemple», raconte l'homme qui a commencé à avoir de graves difficultés financières suite à des problèmes de divorce, de gardes d'enfants et de maltraitance. Actuellement en fin de droit, il n'arrive plus à s'offrir une nouvelle paire de lunettes progressives.

«Il y a une différence entre ceux qui s'endettent car ils sont allés se fai-

re soigner mais n'arrivent pas à payer et ceux qui attendent le dernier moment pour aller consulter un médecin. Sans oublier les maladies détectées trop tard à force d'avoir attendu», déplorent les professionnelles de Caritas Jura.

Franchises trop hautes

Quelles solutions et quels conseils donner? «Déjà, il y a le problème des franchises. Les personnes dans des situations précaires optent souvent pour la franchise la plus haute. Or, s'il arrive le moindre pépin, c'est là que cela se complique», commence Maïka Renaud qui se souvient d'un jeune apprenti maçon, ayant une franchise maximale, qui s'était retrouvé avec une facture de 5000 francs suite à une opération. La conseillère en gestion de dettes conseille une franchise minimale et idéalement la création d'un dépôt afin de pouvoir maîtriser les éventuelles mauvaises surprises. «Il faut aussi savoir qu'il y a des frais qui se rajoutent comme les contributions aux frais de séjour hospitalier à l'hôpital ou même certains frais d'ambulance ou liés à la Rega. Tout n'est pas dans l'assurance de base et les montants grimpent vite», ajoute Estelle Kamber.

De son côté, l'Hôpital du Jura observe effectivement depuis plusieurs années une forte augmentation des factures impayées pour les ambulances, factures qui sont adressées aux patients et non pas à l'assurance. Les personnes dans le besoin ne savent pas toujours que ces factures peuvent être prises en compte dans la prise en charge des assurances sociales.

«Il est également bien de savoir que même si quelqu'un est aux poursuites, il peut aller présenter ses factures à l'office. Les gens ne savent souvent pas que les frais liés à la santé ne sont pas pris sur le minimum d'existence même pour les frais dentaires», précise Maïka Renaud.

Les enfants pas épargnés

«Le plus dur c'est de voir arriver des enfants ayant besoin de soins consécutifs sur des dents de lait par exemple. Pratiquement rien n'est pris en charge mis à part la participation de la commune et les conséquences peuvent être graves», note Maïka Renaud. Elle recommande alors d'opter pour une assurance complémentaire pour les dents à faire en bas âge.

De tous les âges et de toutes les classes sociales, les personnes qui viennent chercher de l'aide pour des soins sont souvent désespérées et le personnel de Caritas Jura les conseille afin de les réorienter. «On essaie de débroussailler et de mobiliser toutes les ressources possibles pour qu'ils parviennent à se prendre en main. Dans ces situations, il est souvent difficile de voir les priorités: certains sont aux poursuites mais paient tout de même leurs impôts, ou tentent d'éteindre les incendies en payant uniquement les créanciers les plus virulents. Sans compter ceux qui baissent les bras et n'ouvrent même plus le courrier», note Estelle Kamber. Il est également arrivé que l'institution fasse appel au

médecin cantonal pour débloquer l'accès à un médicament extrêmement cher.

Loïn d'être une institution spécialisée dans les soins, Caritas Jura joue souvent le rôle d'intermédiaire avec des fonds d'aide privés. «Il faut aussi savoir que d'autres fonds d'aide existent également, certains demandent même de l'aide sur les réseaux sociaux», ajoute Estelle Kamber, le mieux est de nous appeler. C'est toujours difficile d'être dans la spirale.» Situé à Delémont, Caritas Jura reçoit des personnes domiciliées dans le canton. Plus de 345 dossiers ont été traités l'année dernière. En 2017, le montant des aides financières a avoisiné les 30 000 francs, soit en moyenne 825 francs par situation.

Précarité et santé étroitement liées

Comme l'a montré à plusieurs reprises la littérature, précarité et santé sont étroitement liées. «Les études consultées confirment que la principale raison de vulnérabilité est une faible situation socio-économique. Les personnes dont le niveau de formation, le revenu et la situation professionnelle sont peu élevés ont de moins bonnes chances de jouir d'une bonne santé», écrit l'Office fédéral de la santé publique en 2015.

Si selon les derniers chiffres de l'OCDE, de plus en plus de Suisses hésitent à se faire soigner pour des raisons financières, la pression sur le système de santé pourrait devenir plus importante encore. En effet, les personnes qui renoncent aux soins risquent de voir leur situation s'aggraver et de se retrouver aux urgences avec un traitement plus coûteux encore.

AMÉLIE ROSSÉ

* Prénoms fictifs.

Séropositif, un homme décède à Coire car il n'a pas pu payer ses primes

L'affaire a fait couler beaucoup d'encre dans la presse suisse-allemande ces dernières semaines. L'histoire est celle d'un cinquante-huit ans habitant dans les Grisons qui découvre en 2016 qu'il est séropositif. Comme le révèle la *SonntagsZeitung*, l'homme avait demandé une aide pour des soins contre le VIH coûtant environ 2000 francs par mois. Mais l'assurance maladie a refusé car ce dernier n'avait pas réglé ses primes d'assurance maladie. Seuls les soins d'urgence auraient pu être remboursés selon le journal. Endetté, l'homme avait donc été placé sur liste noire. De plus en plus de gens ne peuvent plus payer leurs primes d'assurance maladie, révèle le quotidien zurichois, ce qui a conduit plusieurs cantons à introduire des listes noires. AR



Les coûts des soins dentaires sont parmi les plus problématiques.